



Les grands titres:

- L'Europe et l'Asie centrale confrontées à de nouvelles formes de malnutrition, selon la FAO
- Libye : l'ONU appelle à respecter les droits de l'homme des civils et à une désescalade du conflit dans l'est du pays
- L'ONU lance une "plate-forme de champions" appelant à mettre fin à l'écart salarial global entre hommes et femmes
- Syrie : pour le Haut-Commissaire des droits de l'homme de l'ONU, « le pays tout entier est devenu une chambre de torture »

L'Europe et l'Asie centrale confrontées à de nouvelles formes de malnutrition, selon la FAO



Un marché dans une coopérative alimentaire faisant partie de la ferme coopérative d'Orto Sole à Fiumicino et Torrimpietra, en Italie. Dans un nouveau rapport, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a appelé à une alimentation plus saine et équilibrée en Europe et en Asie centrale.
Photo: FAO / Alessandra Benedet

14 mars - Un rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO) publié mardi souligne une hausse du surpoids, de l'obésité et des maladies en Europe et en Asie centrale liée aux nouvelles formes de malnutrition que connaissent ces régions.

La croissance économique et la hausse des revenus par habitant ont mis un terme à la faim en Europe et en Asie centrale. Si les pays de ces régions deviennent pourtant plus riches, l'évolution des modèles de consommation fait place à d'autres menaces pour la santé humaine.

Intitulé 'Aperçu régional de l'insécurité alimentaire: Europe et Asie centrale', le nouveau rapport de la FAO décrit une « transition de l'insécurité alimentaire » d'une période de sous-alimentation et de carences en micronutriments à une période où le pays doit faire face à des maladies dégénératives dues à une nourriture plus riche en graisse, en sucre, en viande, en produits laitiers et en aliments transformés. Cette transition s'accompagne souvent d'un mode de vie plus sédentaire.

« La structure des régimes évolue avec la hausse des revenus », a indiqué M. David Sedik, Economiste à la FAO et auteur du rapport, « Nous découvrons que la portion totale de calories dérivées des édulcorants, des huiles végétales et des produits animaux est en hausse, tandis que celle dérivée des céréales est en baisse. Il s'agit de nuances importantes mais la tendance générale est claire ».

Cela signifie que les problèmes de sous-alimentation ont été réglés dans la région, ce qui constitue une réussite étonnante. Seulement 7% de la population en Europe et en Asie centrale vit dans des pays où les principaux problèmes de nutrition sont liés à la sous-alimentation et aux carences en micronutriments.

Néanmoins, la malnutrition causée par des carences en micronutriments tels que le fer, la vitamine A et le zinc, ainsi que les problèmes de suralimentation, avec le surpoids et l'obésité, est toujours d'actualité et a augmenté. Aujourd'hui, 13% de la population de la région vit dans des pays souffrant du «triple fardeau», soit des trois problèmes liés à la nutrition, notamment la sous-alimentation, les carences en micronutriments et la suralimentation. De manière plus préoccupante, 57% de la



population de la région vit dans des pays où la suralimentation est le principal problème lié à la nutrition.

« Alors que davantage de pays passent dans la catégorie du triple fardeau, les dépenses de santé devront augmenter rapidement et de manière conséquente pour faire face aux coûts plus élevés associés au diabète, aux maladies cardiaques et aux autres maladies non transmissibles qui y sont liées », a souligné M. Sedik.

Recommandations du rapport

Face à ces nouvelles formes de malnutrition, le rapport de la FAO formule plusieurs recommandations. La fortification alimentaire est ainsi proposée comme une politique alternative pour les pays faisant partie du groupe affilié à la sous-alimentation et aux carences en micronutriments.

L'organisation propose par ailleurs une redéfinition des aliments prêts à consommer les plus populaires afin d'en améliorer la valeur nutritionnelle ainsi que l'application des taxes et subventions aux aliments en fonction de leurs bienfaits pour la santé.

Pour la FAO, les personnes devraient également être mieux éduquées sur la nutrition afin qu'ils apprennent en quoi consiste un régime alimentaire sain et équilibré et pouvoir bénéficier d'un meilleur étiquetage nutritionnel des produits alimentaires.

Des systèmes de salubrité alimentaire plus efficaces et une normalisation des règles phytosanitaires et de celles liées à la salubrité, la sécurité et l'hygiène alimentaire sont également recommandés, tout comme des programmes d'aide alimentaire comprenant des bons et des programmes de subvention alimentaire, des transferts de denrées alimentaires et des programmes de transfert d'argent.

« Dans cette région, les pays d'Asie centrale et du Caucase, en particulier, ont réalisé des progrès remarquables en matière de réduction de la sous-alimentation », a déclaré M. Vladimir Rakhmanin, Sous-Directeur général de la FAO et Représentant régional pour l'Europe et l'Asie centrale. « Mais aujourd'hui, nous devons nous projeter au-delà et nous demander si les populations consomment assez de calories. Nous voulons assurer un régime alimentaire sain et équilibré à chaque enfant, chaque femme et chaque homme, en particulier à nos enfants ».

Libye : l'ONU appelle à respecter les droits de l'homme des civils et à une désescalade du conflit dans l'est du pays



Deux soldats des forces opérant sous le gouvernement libyen basé à Tripoli marchant dans les rues désertes de Bin Jawad, près de l'important port pétrolier de Sidra. Photo: Tom Westcott / IRIN

14 mars - Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a exhorté mardi toutes les parties au conflit en Libye à respecter pleinement le droit international relatif aux droits de l'homme et au droit humanitaire et à prendre toutes les précautions possibles pour que les civils ne soient pas lésés.

« Depuis le déclenchement des hostilités dans la zone du croissant pétrolier à l'est de la Libye, le 3 mars dernier, nous avons reçu de nombreux rapports faisant état de violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par les parties au conflit », a déclaré la porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani lors d'un point de presse à Genève.

Les deux principaux groupes armés qui luttent actuellement pour le contrôle du croissant pétrolier de l'Est sont l'Armée nationale libyenne (LNA) et la Brigade de défense de Benghazi (BDB). Le 3 mars, le BDB et ses partisans ont attaqué la zone du croissant pétrolier et l'ont repris au LNA. Cette dernière a réagi avec des frappes aériennes répétées dans la région.

Selon le HCDH, des rapports crédibles indiquent que des exécutions sommaires, des prises d'otages, des détentions arbitraires, des actes de torture, ainsi que des raids généralisés de foyers civils se sont produits, en particulier dans les villes d'Ajdabiya, Benghazi, Brega et Beishir.

« Nous avons reçu de sérieuses allégations selon lesquelles deux combattants du LNA auraient été exécutés sommairement le 3 mars au centre médical de Ras Lanouf », a indiqué Mme Shamdasani « Cela a été suivi par les raids généralisés du LNA

sur des foyers de supposés partisans ou combattants BDB et la détention de leurs membres de la famille ».

Selon les informations reçues par le HCDH, plus de 100 hommes et garçons ont été détenus pendant les raids de la LNA. Les combattants de LNA ont battu et insulté des hommes et des femmes et ont volé de l'argent et d'autres biens des maisons. Ils ont détenu des garçons de 13 ans et des hommes de 70 ans.

Dans un cas, le LNA a détenu un garçon de 13 ans pour forcer sa famille à remettre son frère aîné soupçonné d'être un combattant aligné avec le BDB. Les détenus sont détenus au secret, et de nombreuses familles ont déclaré n'avoir aucune information sur le sort des membres de leur famille qui ont été détenus.

« Nous avons reçu des informations selon lesquelles les détenus auraient été torturés et menacés », a affirmé la porte-parole. « Nous sommes profondément alarmés que les combats et les frappes aériennes de la LNA puissent continuer à s'aggraver dans les prochains jours, entraînant de nouvelles violations des droits de l'homme contre les civils ».

Conformément au droits de l'homme et au droit humanitaire international, le HCDH a exhorté toutes les parties au conflit à prendre toutes les précautions possibles pour traiter tous les détenus avec humanité et tous ceux qui ont de l'influence à œuvrer pour désamorcer la situation.

L'ONU lance une "plate-forme de champions" appelant à mettre fin à l'écart salarial global entre hommes et femmes



Lancement de la Plate-forme des champions pour l'égalité de rémunération dans la Salle de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 13 mars 2016. ONU Femmes / Ryan Brown

14 mars - Les femmes étant payées en moyenne 23% de moins que les hommes, l'ONU a lancé lundi un réseau de haut niveau pour réclamer l'égalité de rémunération pour un travail de valeur égale.

« Nous voulons un salaire égal aujourd'hui », ont déclaré l'actrice américaine, Patricia Arquette, et la médaillée d'or olympique et superstar du football, Abby Wambach, dans la salle de l'Assemblée générale des Nations Unies lundi soir lors du lancement de la 'Plate-forme des Champions pour une rémunération égale'.

Faisant partie de la Coalition mondiale des Nations Unies pour l'égalité des salaires dirigée par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes), cette plate-forme coïncidait avec la journée d'ouverture de la 61e Commission sur le statut des femmes (CSW) – le principal organe intergouvernemental mondial dédié exclusivement à la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Cette année, le thème de la CSW porte sur l'autonomisation économique des femmes dans un monde du travail en évolution.

« L'écart de rémunération entre les sexes reflète la position injustement amoindrie de nombreuses femmes dans la société et contribue à les y maintenir », a déclaré la Directrice exécutive de l'ONU Femmes, Phumzile Mlambo-Ngcuka.

Soulignant les grands noms qui ont rejoint la Plate-forme qui, en plus de Mme Arquette et de Mme Wambach, rassemble des dirigeants des syndicats, de la société civile, de gouvernements, du secteur privé, et du cinéma, Mme Mlambo-Ngcuka a dit espérer faire de l'inégalité flagrante que subissent les femmes « une pensée du passé ».

L'objectif de la Plate-forme est d'appeler à un soutien accru en sensibilisant de manière proactive les décideurs et les responsables politiques, précise un communiqué de presse concernant l'événement.

S'exprimant lors du lancement de la Plate-forme, Mme Arquette a déploré que le fait que « les femmes deviennent parfois invisibles si elles ne sont pas vues au-delà de la valeur des hommes avec qui elles sont ».

Selon les chiffres mondiaux, les femmes ne gagnent que 77 cents pour chaque dollar gagné par les hommes pour le même poste de travail. Au fil du temps, cette inégalité des revenus entraîne un plus grand nombre de femmes dans la pauvreté.

« La quête de l'autonomisation économique des femmes sera perdue ou gagnée dans le monde du travail », a déclaré le Directeur général de l'OIT, Guy Ryder. Le chef de l'organisation siégeant à Genève a souligné l'importance de savoir si et comment les femmes entrent sur le lieu de travail et dans quels types d'emplois.

L'une des principales raisons de l'écart entre les sexes est que les femmes ont tendance à être concentrées dans des emplois différents de ceux des hommes - par exemple dans l'enseignement ou les soins de santé - qui ont tendance à être sous-payés.

Mais les différences existent également lorsqu'hommes et femmes travaillent dans le même secteur professionnel.

Mme Wambach a ainsi déclaré être « en colère parce que je dois m'inquiéter de payer mes factures, même si j'ai gagné plus de Coupes du Monde que Cristiano (Ronaldo) », se référant au footballeur portugais.

Avant le lancement de cette plate-forme, ONU Femmes a lancé sa campagne #StopTheRobbery pour mobiliser les gens ordinaires et les sensibiliser à l'écart salarial entre hommes et femmes.

Syrie : pour le Haut-Commissaire des droits de l'homme de l'ONU, « le pays tout entier est devenu une chambre de torture »

»



A bord d'un navire italien, un père syrien et son fils attendent de voir un médecin après avoir été sauvés en mer Méditerranée. Photo HCR/A. D'Amato

14 mars - Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, a qualifié mardi le conflit en Syrie de « pire catastrophe commise par l'homme que le monde ait connue depuis la Seconde Guerre mondiale ».

S'exprimant lors d'une discussion de haut-niveau consacrée à la situation des droits de l'homme en Syrie organisée à Genève pendant la 34^e session du Conseil des droits de l'homme, M. Zeid a déclaré que le pays tout entier est devenu « une chambre de torture: un lieu d'horreur sauvage et d'injustice absolue ».

« En effet, tout le conflit - cette immense vague de sang et d'atrocités - a commencé par la torture: la détention et la torture, par des responsables de la sécurité d'un groupe d'enfants de Daraa qui avaient peint des graffitis anti-gouvernement sur un mur de l'école », a rappelé le Haut-Commissaire. « Au fur et à mesure que les manifestations se multipliaient, le gouvernement attaquait et faisait la guerre à son propre peuple - engendrant des mouvements rebelles, alimentant des extrémistes violents et préparant le terrain pour une guerre régionale et par procuration ».

M. Zeid a de nouveau rappelé que son bureau et la Commission d'enquête se sont vu refuser l'accès en Syrie, et qu'aucun observateur international des droits de l'homme n'est admis dans les « lieux de torture » où se trouvent actuellement des dizaines de milliers de personnes.

« J'ai rencontré récemment un groupe de femmes syriennes dont les membres de leurs familles ont été détenus ou sont portés disparus depuis des années. Certaines d'entre elles avaient elles-mêmes été détenues - ainsi que plusieurs membres de ce panel distingué », a dit le chef des droits de l'homme de l'ONU, rappelant que de nombreuses personnes ont été victimes de détention arbitraire, de torture, d'enlèvement et de disparition forcée en Syrie.

Pour M. Zeid, la détention demeure pour beaucoup une question centrale en Syrie et peut déterminer le sort de tout accord politique. « Nous avons la responsabilité de soutenir la lutte des familles syriennes pour connaître la vérité. Ce n'est que lorsque le passé a commencé à guérir que le pays sera en mesure d'envisager un avenir solide », a-t-il dit, exhortant toutes les parties à mettre un terme à la torture, à mettre fin aux exécutions et à cesser les procès inéquitables par des tribunaux spéciaux et ad hoc. « Les acteurs humanitaires et les observateurs internationaux doivent avoir accès à tous les centres de détention », a souligné M. Zeid, exhortant également toutes les parties détenant des prisonniers ou des prisonniers à les libérer ou, au moins, à fournir les informations de base telles que les noms et localités des personnes en détention et le lieu d'inhumation des personnes décédées.

Alors que le conflit syrien entre dans sa septième année, le Haut-Commissaire a déploré que même les appels désespérés du peuple d'Alep l'an dernier ont eu peu ou pas d'impact sur les dirigeants mondiaux dont l'influence aurait pu contribuer à mettre fin aux combats.

« Les atrocités infligées à la communauté Yazidi par le groupe extrémiste Daesh - y compris l'enlèvement et la vente de filles et de femmes en tant qu'esclaves sexuelles - n'ont pas conduit à une action rapide et décisive pour assurer les responsabilités. Les vetos (au Conseil de sécurité) ont maintes fois repoussé l'espoir de mettre fin à ce carnage insensé et de renvoyer les crimes internationaux présumés à la Cour pénale internationale », a dit M. Zeid.

Le Haut-Commissaire s'est toutefois félicité de l'adoption en décembre dernier par l'Assemblée générale de la Résolution 71/248 établissant un Mécanisme international, impartial et indépendant pour aider à l'enquête et aux poursuites des responsables des crimes les plus graves commis en Syrie depuis mars 2011. Le qualifiant de « progrès significatif », M. Zeid a assuré que son bureau est mobilisé « le plus rapidement possible pour mettre en place » cette instance qui collaborera avec la Commission d'enquête pour recueillir et analyser les preuves, préparer des dossiers détaillés sur les suspects individuels et constituer la base des procédures pénales contre les auteurs individuels de crimes.

« Faire en sorte que les responsables rendent des comptes, établir la vérité et apporter des réparations doit se produire si le peuple syrien veut trouver la réconciliation et la paix », a souligné le Haut-Commissaire. « Cela ne peut pas être négociable ».